

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DRT Lesperon

166 chemin du Bouscat
40260 Lesperon

Références : -

Code AIOT : 0005201642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement DRT Lesperon implanté 166 chemin du Bouscat 40260 Lesperon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRT Lesperon
- 166 chemin du Bouscat 40260 Lesperon
- Code AIOT : 0005201642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Créée en 1932, la société « Les Dérivés Résiniques et Terpéniques » est spécialisée dans la valorisation des produits résineux(essence de térébenthine, colophane de gemme). À partir de 1965, DRT ajoutait à son activité la distillation du Tall Oil et de l'essence de papeterie. Le site DRT de LESPERON s'étend sur un terrain de 17 hectares, pris sur l'emprise de la commune de LESPERON, dans le département des LANDES (40). Il est accessible par l'autoroute A63 (axe Bordeaux-Bayonne). Son activité est centrée sur la transformation de la colophane. Les produits finis servent de matières premières pour de multiples applications (fabrication de caoutchouc, d'adhésifs, d'encre d'imprimerie, de chewing-gums et de parfums).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Premiers prélèvements en phase	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	accidentelle			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de modernisation des installations industrielles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Sans objet
8	Premiers prélèvements en phase accidentelle	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place le plan de modernisation des installations industrielles. Sur un nombre limité d'inspections, certains contrôles bien que prévus dans les plans d'inspection ne sont pas réalisés lors des inspections ; l'exploitant doit s'assurer de l'exhaustivité des contrôles. En outre, les contrôles prévus dans les plans d'inspection doivent être mis en cohérence avec les modes de dégradation identifiés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Compétence du personnel réalisant les inspections des bacs
Prescription contrôlée : 8. L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Guide professionnel reconnu DT 94 Guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux 9. Personnels en charge du suivi des réservoirs 9.1. Qualification Opérateurs 9.1.1.

<p>Personnels internes ou externes dûment qualifiés pour les visites de routine</p> <p>Inspecteurs 9.1.2.</p> <p>Inspecteurs habilités des Services d'Inspection Reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; personnes compétentes, aptes à reconnaître des défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité, et désignées par l'exploitant ; inspecteurs extérieurs ou techniciens spécifiquement formés à l'inspection des réservoirs, et pouvant justifier de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 ans d'expérience minimum dans le domaine des réservoirs (maintenance, inspection, contrôle) ou en inspection des ESP • Connaissances adaptées aux : <ul style="list-style-type: none"> o réglementation, codes, normes et guides techniques, o matériaux et métallurgie, o soudage, o conception des réservoirs et de leurs modes de dégradation o techniques de contrôle non destructif ; <p>Une liste nominative du personnel qualifié est établie pour le personnel interne.</p> <p>Pour les inspecteurs extérieurs, il doit s'agir de prestataires extérieurs dûment qualifiés pour la réalisation de ce type d'inspection par l'entreprise utilisatrice sur la base d'un cahier des charges précisant le niveau de qualification requis et les limites de prestations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspections sont réalisées par des agents d'organisme réalisant des inspections et requalifications dans le domaine des équipements sous pression.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan de modernisation des installations industrielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-

<p>4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</p> <p>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les inspections en exploitation des bacs R33 et R42 en juin 2025. Lors de ces inspections, les contrôles de verticalité n'ont pas été réalisés. Dans les rapports de ces inspections, l'absence de ce contrôle est justifiée par la présence de calorifuge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : l'exploitant veille à réaliser l'ensemble des contrôles prévus au plan d'inspection. L'exploitant veillera à ce que les équipements soient préparés (décalorifugeage) afin de permettre l'ensemble des inspections.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Plan de modernisation des installations industrielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de

dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et

- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.

Constats :

Il est indiqué dans le plan d'inspection du réservoir R33 que l'exploitant s'assure de l'innocuité des calorifuges à la conception et à la réalisation des équipements. En conséquence, l'exploitant n'a pas pris en compte le mode de dégradation corrosion sous calorifuge. L'exploitant n'a pas pu transmettre la documentation technique attestant de l'innocuité des calorifuges.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : l'exploitant transmet la documentation technique attestant de l'innocuité des calorifuges.

Demande n°3 : l'exploitant justifie l'exclusion du mode de dégradation corrosion sous calorifuge au regard des documents relatifs aux calorifuges.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs

Prescription contrôlée :

8. L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de

guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.
Guide professionnel reconnu DT 94 (annexe 6 relative aux bacs en Inox)
Constats : Les bacs présents sur l'installation sont en Inox. Les modes de dégradation des bacs inox sont distincts des bacs en acier non Inox. L'annexe 6 du guide DT 94 guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux présente les spécificités des réservoirs en acier inoxydable. Il y est mentionné le mode de dégradation correspondant à la corrosion intergranulaire. Le mode de dégradation correspondant à la corrosion intergranulaire est exclu des plans d'inspection des bacs R41 et R33.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°4 : l'exploitant justifie l'exclusion du mode de dégradation corrosion intergranulaire des bacs R41 et R33.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs
Prescription contrôlée : 8. L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Guide professionnel reconnu DT 94 (annexe 6 relative aux bacs en Inox)
Constats : Les plans d'inspection des bacs R41 et R42 mentionnent de la corrosion sous contrainte mais les plans d'inspection ne prévoient pas de contrôle des soudures. Les plans d'inspection des bacs R41 et R42 mentionnent la défaillance déformation de la robe mais le contrôle de la rotondité n'est pas prévu au plan d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°5 : l'exploitant met en cohérence les modes de dégradation de l'ensemble des plans d'inspection avec les contrôles à effectuer. Lors des prochaines inspections, l'exploitant met en œuvre ces plans d'inspections revus.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du vieillissement des bacs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p> <p>Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; - le programme d'inspection est défini avant le 30 juin 2012. <p>Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011, le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des contrôles réalisés en 2018 par l'Apave dans le cadre de l'inspection hors exploitation du bac R41, les contrôles des piquages prévus au plan d'inspection ne sont pas mentionnés dans le rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°6 : l'exploitant veille à l'exhaustivité des contrôles réalisés lors des inspections.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan de modernisation des installations industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, archivage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p>

<p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p> <p>Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; - le programme d'inspection est défini avant le 30 juin 2012. <p>Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011, le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'échantillonnage des mesures d'épaisseurs du fond n'est pas précisé dans le plan d'inspection du bac R41.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°7 : l'exploitant complète le plan d'inspection du bac R41 en intégrant l'échantillonnage correspondant aux mesures d'épaisseurs du fond.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Premiers prélèvements en phase accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements en phase accidentelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ANNEXE V DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>...</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié les produits de décomposition susceptibles d'être présents dans les fumées d'incendie. Pour chaque scénario, la liste des substances (toxiques et inconvénients) à rechercher à l'extérieur dans les compartiments (air, eaux d'extinction incendie) a été identifiée. L'exploitant a un contrat de prestation avec Socotec pour la réalisation des prélèvements et</p>

analyses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Premiers prélèvements en phase accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements en phase accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ANNEXE V DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>...</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une mise en situation de réalisation des premiers prélèvements a été menée lors de l'inspection. Lors de cette mise en situation, le repérage des équipements de prélèvements a été relativement long. Le POI n'indique pas où se trouvent les équipements de prélèvement. L'appareil de mesure (Tiger) est resté en mode calibrage lors des deux tentatives d'utilisation sans que l'exploitant connaisse la durée du calibrage. Le POI ne précise pas les gaz que chaque équipement permet de détecter. Une partie pompe de prélèvement est mentionnée dans la POI bien que l'exploitant ait indiqué que ce mode de prélèvement n'est plus utilisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°9 : l'exploitant vérifie que l'équipement de prélèvement (Tiger) peut être calibré et opérationnel dans un délai compatible avec la gestion d'une situation d'urgence.</p> <p>Demande n°10 : l'exploitant intègre à son POI la localisation des équipements de prélèvements et les gaz que les appareils permettent de détecter. L'exploitant supprime de son POI les équipements qui ne sont plus à utiliser.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois